

Cote du document: EB 2018/LOT/P.17  
Date: 1<sup>er</sup> novembre 2018  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Mémorandum du Président**

### **Proposition de financement additionnel pour le Projet de la République dominicaine en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Ladislao Rubio**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2575  
courriel: l.rubio@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte et description du projet</b>	<b>1</b>
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
<b>II. Justification du financement additionnel</b>	<b>3</b>
A. Raison d'être et justification du financement additionnel	3
B. Zone géographique et groupes cibles qui bénéficieront des activités prévues au titre du financement additionnel et durée prévue	3
C. Composantes/résultats et activités prévues au titre du projet initial et du financement additionnel	3
D. Avantages, coût et financement	5
<b>III. Risques liés à la mise en œuvre des activités prévues au titre du financement additionnel</b>	<b>8</b>
A. Risques inhérents au projet (y compris les risques fiduciaires) et mesures d'atténuation: projet initial et financement additionnel	8
B. Catégorie environnementale et sociale: projet initial et financement additionnel	8
C. Classification du risque climatique: projet initial et financement additionnel	8
<b>IV. Exécution</b>	<b>9</b>
A. Respect des politiques du FIDA: projet initial et financement additionnel	9
B. Cadre organisationnel	9
Coordination du projet, gestion financière, passation des marchés et gouvernance: projet initial et financement additionnel	9
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et approches stratégiques de communication: projet initial et financement additionnel	10
D. Instruments et pouvoirs juridiques	10
<b>V. Recommandation</b>	<b>11</b>

## Appendice

Unified logframe  
(Cadre logique unifié)

## **Sigles et acronymes**

DIGECCOM	Direction générale pour la coopération multilatérale du Ministère de l'économie, de la planification et du développement
MEPD	Ministère de l'économie, de la planification et du développement
S&E	Suivi-évaluation
TREI	Taux de rentabilité économique interne
VAN	Valeur actuelle nette

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel à la République dominicaine pour combler un déficit de financement du Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales, telle qu'elle figure au paragraphe 49.

### I. Contexte et description du projet

#### A. Contexte

1. Le Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales (PRORURAL – inclusion et résilience) en République dominicaine a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2017 par le biais de la procédure de défaut d'opposition du FIDA. Ce projet, d'une durée de six ans, devrait permettre à 14 970 ménages de recevoir un appui.
2. Le coût total du projet, déficit de financement non compris, s'élève à 21,07 millions d'USD et comprend les éléments suivants: i) un prêt de 11,68 millions d'USD et un don de 0,20 million d'USD octroyés par le FIDA; ii) un cofinancement du Gouvernement de 4,59 millions d'USD; iii) des contributions de 1,6 million d'USD versées par les bénéficiaires et iv) un financement des institutions financières nationales d'un montant de 3,00 millions d'USD. Le projet a été approuvé avec un déficit de financement de 14,23 millions d'USD (comme indiqué au paragraphe 40 du rapport du Président figurant dans le document EB 2017/LOT/P.18/Rev.1 et décrit dans le rapport de conception du projet).
3. Il était prévu de combler le déficit de financement grâce à: i) un prêt de 10,00 millions d'USD octroyé par le FIDA; ii) des crédits fournis par les institutions financières pour un montant de 2,77 millions d'USD et iii) des contributions de 1,46 million d'USD versées par les bénéficiaires. Le financement additionnel permettra à 13 400 ménages supplémentaires de participer au projet, faisant passer le nombre total de ménages visés à 28 370.
4. Dans une communication écrite, le Gouvernement de la République dominicaine a fait savoir qu'il souhaitait que le déficit de financement du Projet PRORURAL – inclusion et résilience soit comblé par les ressources du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA pour le prochain cycle [Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11)] et/ou par les ressources qui seront disponibles durant FIDA10.
5. Le projet sera mis en œuvre par la Direction générale pour la coopération multilatérale (DIGECOOM), sous tutelle du Ministère de l'économie, de la planification et du développement (MEPD) de la République dominicaine. L'exécution des activités du projet dans les territoires et des activités d'appui aux organisations économiques rurales s'effectuera dans le cadre d'un partenariat public-privé.

#### B. Description du projet initial

6. **Zone d'intervention et groupe cible.** Le projet porte sur l'ensemble du pays, mais sera mis en œuvre en priorité dans les zones rurales affichant les niveaux de pauvreté les plus élevés. Le groupe cible sera composé de petits exploitants touchés par le manque de diversification des sources de revenus, ainsi que de travailleurs salariés confrontés à des niveaux élevés de pauvreté multidimensionnelle et monétaire.
7. **Objectif de développement du projet.** L'objectif du projet est de contribuer à la promotion des activités génératrices de revenus et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles rurales. L'objectif de développement consiste à permettre

aux familles bénéficiaires d'améliorer leur accès aux marchés et leur résilience face aux chocs économiques et climatiques. Cet objectif sera atteint grâce à la mise en œuvre de plans pour l'inclusion et la résilience.

8. **Approche.** Le projet comprendra: i) une stratégie de ciblage pour identifier les besoins et les vulnérabilités de la population cible; ii) le recensement des difficultés et des possibilités liées aux investissements du projet grâce à la participation active des organisations publiques et privées qui opèrent dans les territoires sélectionnés, en favorisant la planification des investissements et les complémentarités au niveau local avec les politiques et programmes nationaux; iii) l'utilisation d'instruments, de méthodes (telles que les plans pour l'inclusion et la résilience et les partenariats avec des organisations) et d'alliances (avec le secteur privé et les institutions nationales et locales) valables et iv) un processus d'apprentissage appuyé par un système de suivi-évaluation (S&E) et de gestion des savoirs efficace qui permette de fournir aux opérateurs des indications claires et axées sur les résultats et de contribuer à la concertation sur les politiques pour reproduire la stratégie à plus grande échelle.
9. Le projet s'articule autour des trois composantes suivantes: 1) les investissements en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales; 2) la concertation interinstitutionnelle sur les politiques et 3) la gestion du projet.
10. **Résilience.** Le projet, fondé sur un modèle de résilience pour les familles rurales qui recense les principaux facteurs contribuant à leurs vulnérabilités ou à leur résilience dans le contexte rural spécifique au pays, permettra de mettre l'accent sur la question de la résilience dans les plans pour l'inclusion et la résilience. Il s'agira notamment d'investir dans la formation et dans la mise en œuvre de mesures d'adaptation en matière de gestion des terres et de l'eau, ainsi que dans la diversification de la production et des sources de revenus.
11. **Stratégie en faveur des femmes et des jeunes.** Le projet appliquera des mesures incitatives pour que les femmes participent à des activités génératrices de revenus. Le processus de sélection permettra de s'assurer qu'au moins 30% des plans pour l'inclusion et la résilience mettent l'accent sur la création de revenus pour les femmes, de manière à ce que celles-ci représentent 40% des personnes appuyées par le projet.
12. Des propositions novatrices pour l'inclusion des jeunes seront recherchées dans les technologies de l'information et de la communication, les nouvelles fonctions et responsabilités au sein des organisations, les liens dynamiques entre les zones rurales et urbaines, et les microentreprises dans des secteurs innovants en rapport avec l'environnement et le tourisme. Des incubateurs d'idées seront créés et, comme les plans pour l'inclusion et la résilience des jeunes, seront pilotés en partenariat avec le secteur privé. Les modèles testés avec succès dans des zones urbaines ou rurales d'autres régions seront validés et adaptés aux contextes locaux à l'aide de technologies simples.
13. **Nutrition et alimentation.** En collaboration avec le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le projet exploitera les complémentarités avec les initiatives gouvernementales en cours relatives à l'alimentation et à la nutrition. Grâce au système de S&E, lorsque les informations recueillies sur les familles participantes feront état de carences ou de risques nutritionnels, les plans pour l'inclusion et la résilience incluront spécifiquement des activités en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle. De même, des mesures seront prises pour sensibiliser aux recommandations en matière d'alimentation et promouvoir les liens entre la production et la consommation pour les familles participantes qui connaissent des carences nutritionnelles et sont exposées à des risques alimentaires.

## II. Justification du financement additionnel

### A. Raison d'être et justification du financement additionnel

14. Le financement additionnel permettra à 13 400 ménages supplémentaires de participer au projet, faisant passer le nombre total de ménages visés à 28 370.
15. L'approche programmatique permet d'augmenter le niveau des investissements et le nombre de familles bénéficiaires, sans influencer sur la structure ou les coûts de fonctionnement du projet. Le projet bénéficiera: a) d'une meilleure rentabilité [grâce au financement additionnel, les indicateurs de rentabilité globale du projet, tels que le taux de rentabilité économique interne (TREI) et la valeur actuelle nette (VAN) économique, augmentent de manière considérable] et b) d'une efficacité accrue, puisqu'une expansion permettra de réduire les fonds consacrés aux frais de gestion (passant ainsi de 18% à 11%) et aux dépenses récurrentes (passant de 15% à 9%).

### B. Zone géographique et groupes cibles qui bénéficieront des activités prévues au titre du financement additionnel et durée prévue

16. Le projet couvrira l'ensemble du pays, mais sera mis en œuvre dans un premier temps dans 15 provinces situées dans les cinq régions de planification unifiée considérées comme des secteurs d'intervention prioritaire par le Gouvernement dans le cadre du projet initial. Les secteurs d'intervention au sein des provinces prioritaires seront choisis sur la base des critères suivants: i) concentration de la population cible (pauvreté monétaire et faibles niveaux d'inclusion productive); ii) existence de possibilités d'inclusion productive; iii) facteurs environnementaux (en particulier concernant l'eau et les sols); iv) risque de phénomènes climatiques extrêmes et concentration de la population vulnérable à leurs effets; v) structures administrative, sociale et productive et vii) priorités publiques.
17. Le financement additionnel permettra à 13 400 familles cibles supplémentaires de bénéficier des activités du projet dans les territoires prioritaires. Le projet continuera d'être mis en œuvre sur une période de six ans.

### C. Composantes/résultats et activités prévues au titre du projet initial et du financement additionnel

18. Les trois composantes originales du projet demeureront identiques.
19. **Composante 1: Investissements en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales.** Cette composante vise à améliorer durablement les revenus des familles et leur résilience face aux crises et aux chocs climatiques, environnementaux, économiques et sociaux, et à faciliter leur redressement rapide suite à ces événements.
20. Les activités prévues au titre de la composante 1 comprennent: i) un travail de ciblage visant à recenser les territoires prioritaires; ii) la réalisation d'une enquête de référence; iii) un travail de sensibilisation auprès des organisations, du secteur public et d'autres acteurs locaux pour leur présenter les possibilités qu'offre le projet; iv) la définition de critères permettant d'identifier les organisations et les plans pour l'inclusion et la résilience admissibles; v) la sélection et l'approbation des plans pour l'inclusion et la résilience par un comité composé de membres du personnel de l'unité de gestion du projet, de représentants d'entités publiques et privées et d'institutions financières; vi) la mise en œuvre des plans pour l'inclusion et la résilience, cofinancés par le projet et les bénéficiaires et vii) un travail de S&E. Les critères d'évaluation se concentreront sur l'inclusion productive, les changements dans les revenus des familles et les facteurs de résilience.

21. **Composante 2: Concertation interinstitutionnelle sur les politiques.** Cette composante favorisera la concertation et la coordination interinstitutionnelles en faveur de l'inclusion productive rurale. Son objectif consistera à créer les conditions nécessaires pour permettre aux politiques publiques d'intégrer et de reproduire à plus grande échelle les modèles testés par le projet. Cette composante comprend une plateforme de concertation interinstitutionnelle, qui facilitera la gestion de l'information et l'apprentissage en faveur de l'inclusion productive et d'une plus grande résilience des familles rurales.
22. **Composante 3: Gestion du projet.** Cette composante vise à assurer le bon déroulement de la planification, du S&E, de la gestion des savoirs et des autres activités du projet. Le processus d'apprentissage vise à: i) améliorer la performance du projet et ii) relier les composantes 1 et 2 pour promouvoir la concertation interinstitutionnelle de manière à améliorer la stratégie d'inclusion productive et de résilience et à l'étendre progressivement à l'échelle nationale.
23. Le financement additionnel sera entièrement consacré à l'élargissement des plans d'investissement prévus dans le cadre de la composante 1. Le projet permettra de financer 110 plans d'investissement supplémentaires (57 en faveur des familles rurales, 47 en faveur des familles sans terre et 6 en faveur des jeunes) pour un montant total de 13,07 millions d'USD. Les activités de préinvestissement pour ces 110 plans d'investissement sont estimées à 1,2 million d'USD, et comprennent: l'élaboration des plans d'investissement; la planification territoriale et l'établissement de diagnostics territoriaux; la tenue de réunions et la conduite d'activités de formation sur le terrain; les services de consultants et la fourniture d'une assistance technique spécifique pour les plans d'investissement, la gestion ainsi que d'autres formes d'appui à ces plans.
24. Le tableau 1 présente les résultats initiaux et actualisés du projet (voir l'appendice pour le cadre logique unifié).

Tableau 1

**Résultats pour les activités prévues au titre du projet initial et du financement additionnel**

	Résultats	Unité	Cadre logique du projet initial	Cadre logique du financement additionnel	Nouveau cadre logique
				Cible	
	Indicateur				
<b>Portée</b>	Nombre de personne bénéficiant des services promus ou appuyés par le projet <sup>C, S, Y</sup>	personnes	26 940	24 105	51 045
	Nombre de ménages visés correspondant <sup>Lead</sup>	familles	14 970	13 400	28 370
	Estimation du nombre de membres des ménages <sup>Lead</sup>	personnes	57 780	51 700	109 480
<b>Résultat 1.1</b>	Nombre de familles cibles ayant renforcé leur inclusion productive	familles	11 900	10 700	22 600
	Nombre de nouveaux emplois créés <sup>S, Y</sup>	emplois	29 000	26 000	55 000
	Pourcentage des organisations économiques rurales (OER) ayant des relations commerciales avec les acheteurs <sup>Lead, SEC</sup>	OER	60%	60%	60%
	Pourcentage des familles observant des améliorations ou des innovations dans les services fournis par les OER <sup>S, Y, Lead</sup>	familles	90%	90%	90%
<b>Résultat 1.2</b>	Nombre de personnes adoptant des technologies et des pratiques durables sur le plan écologique et favorisant la résilience face aux changements climatiques <sup>S, Y, Lead</sup>	personnes	16 150	14 500	30 650
	Nombre de ménages observant une diminution de la pénurie d'eau pour leurs besoins productifs <sup>C, S, Y, Lead, SEC</sup>	familles	8 000	7 200	15 200
<b>Résultat 2</b>	Pourcentage des investissements prévus dans les plans pour l'inclusion et la résilience faisant partie des plans d'investissement et de développement territorial	rapports	40%	40%	40%
	Identification des besoins des familles bénéficiaires et adoption du modèle d'intervention pour l'inclusion productive et la résilience testés dans la zone du projet	rapports	1	1	1
	Grâce aux activités de la plateforme de concertation sur les politiques, la stratégie d'inclusion productive et de résilience a été transposée au niveau national.	rapports	1	1	1
<b>Résultat 3</b>	Le système d'apprentissage facilite la concertation sur les politiques en faveur de l'inclusion productive et la résilience.	rapports hebdomadaires	12	12	12
	Aucune observation n'a été formulée dans le cadre de l'audit externe.	Audit	0	0	0

C: Réfère aux indicateurs obligatoires du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne.

S: Les données communiquées devraient être ventilées par sexe du bénéficiaire (homme ou femme).

Lead: Les données communiquées devraient être ventilées par sexe du chef de ménage, du propriétaire de PME ou du chef de groupe (selon le cas).

Y: Les données communiquées devraient être ventilées par âge du bénéficiaire ("jeune" ou "non jeune", conformément à la définition nationale du terme "jeune").

SEC: Les données communiquées devraient être ventilées par secteur (cultures/élevage/forêts/pêches).

## D. Avantages, coût et financement

### Coût du projet: projet initial et financement additionnel

25. Le coût total du projet sur la période de six ans, hors déficit de financement, s'élève à 21,07 millions d'USD, taxes et provisions pour aléas comprises. Sur ce montant, 16,53 millions d'USD sont affectés à la composante 1 (78,5% du coût total), 0,36 million d'USD à la composante 2 (1,7% du coût total) et 4,18 millions d'USD à la composante 3 (19,8% du coût total).
26. Le financement additionnel sera entièrement affecté aux activités prévues au titre de la composante 1. Le coût du projet, financement additionnel inclus, s'élève à 35,30 millions d'USD, taxes et les provisions pour aléas comprises. Dans le cadre de la nouvelle allocation, 30,76 millions d'USD sont affectés à la composante 1 (87% du coût total), 0,36 million d'USD à la composante 2 (1% du coût total) et 4,18 millions d'USD à la composante 3 (12% du coût total).



Tableau 2

**Coûts du projet par composante et par source de financement, financement additionnel inclus**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêts du FIDA		Don du FIDA		Institutions financières nationales		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Inclusion productive et résilience	19 307	89			5 775	100	3 057	100	2 625	57	30 764
2. Concertation interinstitutionnelle sur les politiques	-	-	200	100					161	4	361
3. Gestion du projet	2 373	11							1 801	39	4 174
<b>Total</b>	<b>21 680</b>	<b>100</b>	<b>200</b>	<b>100</b>	<b>5 775</b>	<b>100</b>	<b>3 057</b>	<b>100</b>	<b>4 587</b>	<b>100</b>	<b>35 299</b>

**Stratégie et plan de financement/cofinancement du projet: projet initial et financement additionnel**

27. Il est prévu de financer le projet, dont le coût total s'élève à 21,07 millions d'USD, hors déficit de financement, comme suit: i) le Gouvernement de la République dominicaine versera une contribution de 4,59 millions d'USD; ii) le FIDA octroiera un prêt de 11,68 millions d'USD et un don de 0,20 millions d'USD; iii) les institutions financières nationales fourniront 3,00 millions d'USD au titre du crédit et iv) les contreparties bénéficiaires verseront une contribution totale de 1,60 million d'USD.
28. Le financement additionnel de 14,23 millions d'USD comprendra: i) un prêt de 10,00 millions d'USD octroyé par le FIDA; ii) un montant total de 2,77 millions d'USD fourni par les institutions financières au titre du crédit et iii) une contribution de 1,46 million d'USD versée par les bénéficiaires.
29. Le projet, dont le coût total s'élève à 35,30 millions d'USD (financement additionnel inclus), sera financé comme suit: i) le Gouvernement de la République dominicaine versera une contribution de 4,59 millions d'USD; ii) le FIDA octroiera un prêt de 21,68 millions d'USD et un don de 200 000 USD; iii) les institutions financières nationales fourniront 5,78 millions d'USD au titre du crédit et iv) les contreparties bénéficiaires verseront une contribution totale de 3,06 millions d'USD.

Tableau 3

**Coûts du projet par catégorie de dépense et par source de financement, financement additionnel inclus**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêts du FIDA		Don du FIDA		Institutions financières nationales		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Matériel et véhicules	154	1	-	-	-	-	-	-	46	1	200
2. Consultants	3 315	15	200	100	-	-	-	-	369	8	3 884
3. Dons et subventions	16 654	77	-	-	5 775	100	3 057	100	2 580	56	28 066
4. Traitements et dépenses de fonctionnement	1 557	7	-	-	-	-	-	-	1 591	35	3 148
<b>Total</b>	<b>21 680</b>	<b>100</b>	<b>200</b>	<b>100</b>	<b>5 775</b>	<b>100</b>	<b>3 057</b>	<b>100</b>	<b>4 587</b>	<b>100</b>	<b>35 299</b>

Tableau 4

**Coût du projet par catégorie de dépenses et par composante, financement additionnel inclus**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	1. Inclusion productive et résilience		2. Concertation interinstitutionnelle sur les politiques		3. Gestion du projet		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Matériel et véhicules	-	-	-	-	200	5	200
2. Consultants	2 697	9	361	100	826	20	3 884
3. Dons et subventions	28 066	91	-	-	-	-	28 066
4. Traitements et dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	3 148	75	3 148
<b>Total</b>	<b>30 763</b>	<b>100</b>	<b>361</b>	<b>100</b>	<b>4 174</b>	<b>100</b>	<b>35 299</b>

**Profil et plan de décaissement: projet initial et financement additionnel**

30. Le profil et le plan de décaissement du FIDA pour le projet initial et pour le financement additionnel sont présentés au tableau 5.

Tableau 5

**Plan de décaissement par année**

(en milliers d'USD)

Année		1	2	3	4	5	6	Total
<b>Projet initial</b>	Prêt du FIDA	1 350	1 564	3 252	3 304	1 588	620	11 678
	Don du FIDA	50	52	23	24	25	26	200
<b>Financement additionnel</b>	Financement additionnel	818	1 214	3 242	3 310	1 364	52	10 000

**Résumé des avantages et analyse économique: projet initial et financement additionnel**

31. L'analyse économique initiale fait état d'un TREI de 20,15% et d'une VAN économique pouvant atteindre 20,42 millions d'USD. Grâce au financement additionnel, le TREI atteindra 21,5% et la VAN économique devrait s'élever à 42,06 millions d'USD. Dans les deux cas, le projet et ses modèles sont confrontés à de faibles risques institutionnels, économiques, financiers et techniques, et leur sensibilité au changement est relativement modeste.

**Durabilité**

32. Le projet vise à lutter contre la pauvreté rurale par l'inclusion économique et le renforcement de la résilience. La viabilité à moyen et long terme des activités du projet est favorisée par: i) la méthodologie proposée, fondée sur l'établissement d'un indice d'inclusion et de résilience; ii) l'appui à la mise en place d'une plateforme interinstitutionnelle de concertation sur les politiques et iii) la collaboration en faveur de l'application d'une méthode qu'il est prévu d'étendre au niveau national. Le projet est conforme aux politiques nationales en vigueur et les appuie, puisqu'il permettra d'améliorer la durabilité et la résilience des familles rurales, notamment en ce qui concerne les revenus, la gestion des ressources naturelles, l'adaptation aux changements climatiques et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### **III. Risques liés à la mise en œuvre des activités prévues au titre du financement additionnel**

#### **A. Risques inhérents au projet (y compris les risques fiduciaires) et mesures d'atténuation: projet initial et financement additionnel**

33. Le projet est exposé à des risques modérés, notamment: i) les risques institutionnels liés aux difficultés de mise en place de la plateforme interinstitutionnelle; ii) les risques initiaux de l'exécution liés au ciblage précis des familles; iii) les risques liés à la gestion et à l'efficacité administrative de la coordination entre les différents partenaires; iv) le risque lié à la structure de l'unité de gestion du projet au sein de la DIGECOOM et au bon fonctionnement du partenariat public-privé; v) le risque technologique lié à un manque potentiel de propositions en faveur de l'inclusion productive et de la résilience et vi) l'incertitude du régime foncier, qui génère des risques pour la planification des investissements à moyen et long terme.
34. Les principales mesures d'atténuation consisteront: i) à mettre en place des activités de suivi continu par le FIDA et à renforcer les processus de concertation institutionnelle; ii) à faire en sorte que le FIDA veille à ce que le profil des bénéficiaires éligibles soit clairement défini et à ce que l'inclusion soit considérée comme une priorité; iii) à assurer la formation et le suivi pendant l'élaboration et l'évaluation ex ante des plans d'activités et iv) à procéder à une planification en amont des besoins en matière de technologies, de semences et de matériel végétal, en établissant un plan des besoins et des disponibilités avec les institutions spécialisées.
35. Le risque de gestion financière pour ce projet est jugé moyen. Le risque fiduciaire global inhérent au pays est considéré comme moyen.

#### **B. Catégorie environnementale et sociale: projet initial et financement additionnel**

36. Le projet est considéré comme relevant de la catégorie B. Les effets environnementaux et sociaux qui pourraient découler de certaines activités du projet liées à la mise en œuvre de plans d'investissement dans les moyens de production ou sur l'amélioration de l'accès routier sont réversibles, et peuvent être réduits au minimum grâce à la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale.

#### **C. Classification du risque climatique: projet initial et financement additionnel**

37. Avec ou sans financement additionnel, le projet est classé "à haut risque". La République dominicaine fait partie des dix pays au monde les plus touchés par les changements climatiques. Le secteur agricole est l'un des secteurs les plus affectés, et les groupes cibles du projet (les petits exploitants et la population rurale sans terre) sont les plus exposés. Le pays dispose d'un système institutionnel solide pour faire face à ce risque. À l'échelon local, le projet reposera sur ce cadre institutionnel en appuyant la coordination avec les initiatives de gestion des bassins versants. Le diagnostic territorial initial permettra également de s'assurer que la conception des plans comprendra une évaluation adéquate de la vulnérabilité climatique. De la même manière, dans le cadre du Conseil de coordination sur l'eau, qui assure la coordination entre tous les secteurs et qui relève du MEPP, plusieurs initiatives sont entreprises pour améliorer la gestion des bassins versants dans le pays, grâce à un financement de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de l'Union européenne et à une assistance technique de la FAO et de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture. Ces projets visent à appuyer la mise en place de comités de sous-bassins versants avec les parties

prenantes locales, qui se chargeront de coordonner la gestion de l'eau dans les territoires.

## IV. Exécution

### A. Respect des politiques du FIDA: projet initial et financement additionnel

38. Le projet est conforme aux politiques du FIDA, en particulier:

- i) Atteindre les ruraux pauvres: Politique de ciblage du FIDA: le projet adoptera des indicateurs et des modèles pour la planification géographique, et comportera des mesures d'autociblage visant à faciliter la participation des femmes, des jeunes et des familles qui font face à des risques environnementaux ou nutritionnels.
- ii) L'accent mis sur les femmes et les jeunes correspond aux priorités du FIDA: il s'appuie sur les expériences du projet précédent et sur les politiques du FIDA en faveur des jeunes.
- iii) Politique du FIDA en matière de finance rurale: le projet augmentera la disponibilité des ressources et des produits financiers pour les producteurs en améliorant la qualité des plans pour l'inclusion et la résilience (grâce à un appui technique à toutes les phases), facilitant ainsi l'accès au crédit.
- iv) Politiques environnementales, gestion des risques et adaptation aux changements climatiques: l'approche, la vision et les mesures du projet visent à améliorer de manière significative la résilience des populations rurales pauvres.
- v) Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière: afin d'assurer l'inclusion des familles bénéficiant d'une faible sécurité foncière, le projet leur fournira un appui sous la forme de conseils et de services juridiques visant à les aider à avoir accès à des terres destinées à la production. Il s'agira notamment d'encourager la formalisation des baux fonciers privés et d'étendre leur durée, qui est généralement fixée à un an, à au moins cinq ans, en soutenant le transfert définitif des terres.
- vi) Le projet est conforme aux politiques du FIDA en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

### B. Cadre organisationnel

#### Coordination du projet, gestion financière, passation des marchés et gouvernance: projet initial et financement additionnel

39. **Cadre organisationnel.** L'organisme d'exécution sera la DIGECOOM, sous tutelle du MEPD. En ce qui concerne la coordination et la gestion du projet, une unité de gestion du projet sera mise en place sous l'autorité de la DIGECOOM et sera coordonnée par un directeur de projet, assisté d'un assistant administratif technique et de directeurs spécialisés dans la gestion financière, la passation de marchés, la planification, le S&E et la gestion des savoirs. L'exécution des activités du projet dans les territoires et des activités de soutien aux organisations économiques rurales s'effectuera dans le cadre d'un partenariat public-privé. Les organisations économiques rurales seront chargées de la mise en œuvre des plans pour l'inclusion et la résilience et veilleront à ce que leurs effets soient centrés sur les familles bénéficiaires.
40. **Gestion financière.** La DIGECOOM, par l'intermédiaire de l'unité de gestion du projet, sera responsable de la gestion financière de l'ensemble des ressources du projet. Les modalités de gestion financière, notamment en ce qui concerne la comptabilité et l'audit applicables au financement additionnel, seront les mêmes

que celles qui avaient été établies pour le financement initial, tel qu'indiqué dans le rapport du Président EB 2017/LOT/P.18/Rev.1.

41. **Flux de fonds.** L'emprunteur ouvrira auprès de la Banque centrale de la République dominicaine un compte désigné en dollars des États-Unis réservé exclusivement aux ressources du financement additionnel.
42. **Passation des marchés.** Les marchés et les contrats conclus dans le cadre du projet seront conformes à la réglementation nationale et aux Directives du FIDA pour la passation des marchés. Les processus de passation des marchés seront planifiés et exécutés par l'unité de gestion du projet, sous la responsabilité de son directeur. En vertu de sa fonction spécifique concernant la gestion de la passation des marchés, l'unité de gestion du projet veillera à la qualité de la conformité aux directives du FIDA en examinant les documents et en apportant en temps utile l'assistance nécessaire à l'organisme d'exécution et aux organisations économiques rurales. Le manuel opérationnel fixera l'ensemble des règles et procédures relatives à la gestion de la passation des marchés.
43. **Gouvernance.** Les principes de bonne gouvernance, de transparence et de participation, ainsi que les mécanismes de transmission d'informations complémentaires au système de S&E, seront convenus avec tous les acteurs, en particulier la DIGECOOM, les organisations partenaires du projet et les communautés bénéficiaires. Le manuel d'exécution du projet prescrira des procédures conformes à la politique anticorruption du FIDA.

### **C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et approches stratégiques de communication: projet initial et financement additionnel**

44. La réussite du projet reposera sur une interaction constante, depuis l'enquête de référence (l'achèvement avant le démarrage du projet étant une condition de décaissement) jusqu'aux phases de S&E, d'apprentissage et de mise en œuvre des plans pour l'inclusion et la résilience. Le système de S&E: i) sera innovant, grâce à l'utilisation d'un cadre de pointage pour suivre la résilience des familles et l'inclusion économique dans le cadre des plans pour l'inclusion et la résilience; ii) sera axé sur les résultats et fondé sur le cadre logique; iii) sera intégré au système de gestion du projet et à la plateforme de concertation sur les politiques, à laquelle il fournira de manière régulière des informations et des rapports; iv) sera intégré aux autres systèmes de la DIGECOOM et du FIDA; et v) générera des informations permettant de classer et de documenter les enseignements tirés.
45. Apprentissage et gestion des savoirs. Le processus d'apprentissage, fondé sur l'analyse des informations recueillies grâce au système de S&E, aura deux objectifs principaux: i) améliorer la performance du projet et ii) promouvoir la concertation interinstitutionnelle sur les politiques publiques ainsi que l'extension progressive de la stratégie d'inclusion productive et de résilience au niveau national. La gestion des savoirs sera cruciale pour le fonctionnement de la plateforme interinstitutionnelle et pour l'analyse des processus qui favorisent l'inclusion productive et une plus grande résilience.

### **D. Instruments et pouvoirs juridiques**

46. Un nouvel accord de financement du Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales (PRORURAL – inclusion et résilience) conclu entre la République dominicaine et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement additionnel proposé sera consenti à l'emprunteur.
47. La République dominicaine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.

48. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **V. Recommandation**

49. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République dominicaine un prêt additionnel à des conditions ordinaires d'un montant de dix millions d'USD (10 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo

# Cadre logique unifié

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions/Risks
	Name	Baseline	End target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Goal:</b> The project's investments contribute promoting income generating activities and the food and nutritional security of rural families	Number of people targeted by the project experiencing economic mobility (Increase in income and goods by more than 10 percent) <sup>S, Y, Lead</sup> – <b>SDG 1.1 &amp; 1.2</b>	0	38.085 (women ≥15.230)	M&E System	Mid-Term and Final Evaluation	PMU/MEP yD	Vulnerability of poor rural families due to the effects of the systemic environmental and economic shocks that could hit the country
	Number of women reporting improved quality of their diets (heads of household or partner of the household head) <sup>Y, Lead</sup> – <b>SDG 2.1 &amp; 2.2</b>	0	10.400				
<b>Development Objective:</b> Beneficiary families have increased their access to markets and their resilience to economic and climate-related shocks	Number of beneficiary families reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities <sup>S, Y, Lead, IND, SEC</sup> – <b>SDG 2.3 &amp; 10.2</b>	0	24.300 (women-headed ≥9.720)	M&E System	Mid-Term and Final Evaluation	PMU/MEP yD	
	Number of families targeted by the project with increased resilience <sup>S, Y, Lead</sup> – <b>SDG 1.5 &amp; 13.1<sup>2</sup></b>	0	22.700 (women-headed ≥9.080)				
	Se strategy for targeting, productive inclusion and resilience is developed, tested and institutionalized	0	2				
<b>OUTREACH</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Number of persons receiving services promoted or supported by the project<sup>C, S, Y:</sup> 51.045. At least 40% of the beneficiaries at the end of the project are women and 30% are young (under 35 years old)</li> <li>Corresponding number of households reached<sup>Lead:</sup> 28.370. At least 25% (≥7093) of the beneficiary households at the end of the project are households headed by women</li> <li>Estimated corresponding total number of households' members<sup>Lead:</sup> 109.480.</li> </ul>							
<b>Component 1: Investments for Productive Inclusion and Resilience</b>							
<b>Outcome 1.1</b> Investment plans foster the productive inclusion of beneficiary families	Number of targeted families with better conditions for productive inclusion <sup>1</sup>	0	22.600 (women-headed ≥ 5.650)	Score-card	Annual	PMU/MEP yD	The persistence of monetary poverty can have serious effects on rural households, forcing them to adopt negative strategies that, responding to a short-term logic, affect their vulnerability and reduce their resilience in the medium and long term.
	Number of new jobs created <sup>S, Y</sup> – <b>SDG 8.2</b>	0	55.000 (women ≥ 22.000)				
	Percentage of OERs that comply with commercial agreements with buyers <sup>Lead, SEC</sup> – <b>SDG 8.2 &amp; 8.3 &amp; 10.2</b>	20%	60% (lead by women ≥ 20%)	Survey Ballot/Plan			
	Percentage of families reporting new or improved services provided by OERs <sup>S, Y, Lead</sup> – <b>SDG 8.2 &amp; 10.2</b>	10%	90% (women-headed ≥ 23%)				

# Cadre logique unifié

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions/Risks
	Name	Baseline	End target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outcome 1.2</b> Investment plans improve the resilience of beneficiary families	▪ Number of people reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices <sup>S, Y, Lead</sup> – <b>SDG 2.4 &amp; 13.1 – 13.3 &amp; 15.1-15.3</b>	0	30.650	Score-card	Annual	PMU/MEP yD	Without specific interventions to improve their resilience, poor rural families will remain the most affected during crises and the least able to recuperate in periods of growth
	▪ Percentage of households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs <sup>C, S, Y, Lead, SEC</sup> – <b>SDG 1.4, 2.3 &amp; 2.4</b>	0	15.200				
<b>Component 2: Inter-Institutional Policy Dialogue</b>							
<b>Outcome 2</b> Project investments generate a learning process for the definition of a targeting strategy and intervention models to scale up the productive inclusion and resilience of families.	▪ Percentage of investments identified in PIRs that are part of territorial investment and development plans	0%	40%	Report	Mid-Term and Final Evaluation	PMU/MEP yD	The inter-institutional dialogue t could be long and could slow down the capacity to mobilize public and private investment driven by productive inclusion logic.
	▪ The identification of the needs of beneficiary families and the intervention model for productive inclusion and resilience have been adopted and tested in the project area	0	1				
	▪ Through the actions of the policy dialogue platform, the strategy for productive inclusion and resilience	0	1				
<b>Component 3: Learning, Knowledge and Project Management</b>							
<b>Outcome 3</b> Adequate management and PM&E of the project effectively contribute to productive inclusion and rural family resilience, to the learning process and to inter-institutional dialogue.	▪ The learning system facilitates policy dialogue for productive inclusion and resilience	0	12 Biannual reports	M&E System	Annual	PMU/MEP yD	
	▪ The external audit does not present any observations	0	0 Audit				

## Legend:

c: Refers to mandatory ASAP indicators.

s: The reported data should be disaggregated by the sex of beneficiary (male or female).

Lead: The reported data should be disaggregated by the sex of the household's head, SME owner or group leader (as relevant).

v: The reported data should be disaggregated by the age status of the beneficiary ("young" or "not young" as per the national definition for youth).

sec: Means that the reported data should be disaggregated by sector (crop/livestock/forestry/fisheries).